

PARC NATUREL RÉGIONAL DE MILLEVACHES EN LIMOUSIN

du 15 avril  
au 15 juin 2015



## Règlement du CONCOURS PHOTOS 2015

REGARD[S] SUR LE PATRIMOINE BÂTI DU PARC

**RECTIFICATIF DU 11 JUIN 2015**

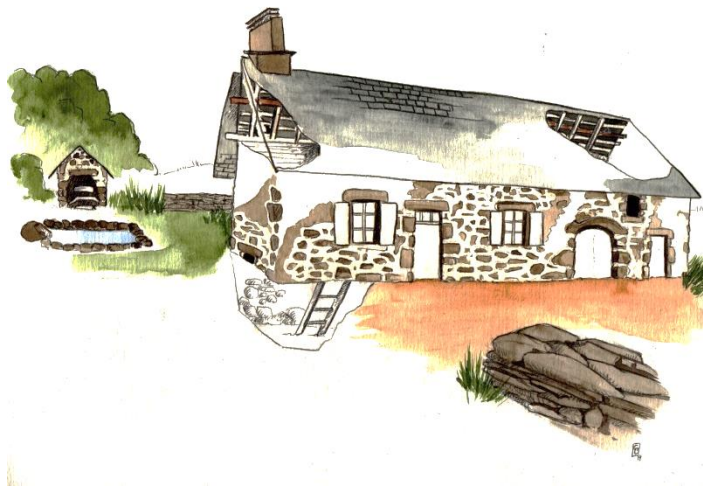


ILLUSTRATION DE GAËLLE CAUBLLOT

Une autre vie s'invente ici



## Article 1 | Objet

---

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional de Millevaches en Limousin organise un concours photos amateur.

## Article 2 | Présentation du Concours

---

Ce concours est gratuit et ouvert à toute personne majeure.

Le thème du concours est REGARD[S] SUR LE PATRIMOINE BÂTI DU PARC

## Article 3 | Conditions de participation

---

Les photos soumises doivent illustrer le thème du concours. Faites parvenir au Syndicat mixte, les photos, noir et blanc ou couleur dont vous êtes l'auteur.

Les photographies devront impérativement être prises sur le territoire du Parc naturel régional de Millevaches en Limousin (liste des communes en annexe).

Le choix de la saison, l'année de prise de vue et le traitement de l'image sont laissés libres.

Les participants s'engagent à respecter les règles du droit à l'image. Le syndicat mixte ne pourra être tenu responsable des entraves à ce droit (annexe 2).

Chaque participant pourra envoyer jusqu'à trois photographies. Une seule réalisation par auteur pourra cependant être primée.

Chaque participant devra faire parvenir sa ou ses photographies en format numérique (JPG, TIFF, PNG en 6 millions de pixels minimum / 300 DPI):

- Par mail à l'adresse suivante : [concours2015@pnr-millevaches.fr](mailto:concours2015@pnr-millevaches.fr)
- Ou sur CD à l'adresse suivante : Maison du Parc - Concours photos – 7 route d'Aubusson – 19290 MILLEVACHES
- Ou via une plate-forme de téléchargement

Le participant devra remplir intégralement le formulaire de participation. La participation au concours vaut acceptation du présent règlement.

~~La date limite de réception est fixée au lundi 15 juin à 23h59.~~

**RECTIFICATIF La date limite de réception est fixée au lundi 31 août 2015 à 23h59.**

Ne peuvent participer les membres du jury et les membres de leur famille.

## Article 4 | Jury

---

Un jury se réunira pour désigner les photos gagnantes. Le jury sera composé d'élus et de techniciens du Parc et de membres de la Commission Locale patrimoine bâti.

Il portera une attention particulière au respect du thème, au titre et à la légende de la photographie.

Le jury est souverain, sa décision ne pourra faire l'objet d'aucune réclamation.

### **Article 5 | Résultats**

---

Les lauréats seront informés par courrier ou par téléphone. Leur nom et photo pourront être diffusés sur le site du PNR, les réseaux sociaux, sur le journal du PNR et dans les journaux locaux (La Montagne, Le Populaire, l'Echo...).

### **Article 6 | Lots**

---

Les prix ne pourront être échangés contre des espèces. En cas d'impossibilité d'obtenir le prix annoncé, le Syndicat mixte se réserve le droit de le remplacer par un autre lot de même valeur, sans que cela ne puisse donner lieu à une quelconque réclamation.

1<sup>er</sup> prix : valeur 200 euros

2<sup>ème</sup> prix : valeur 100 euros

3<sup>ème</sup> prix : valeur 50 euros

### **Article 7 | Utilisation et publication des photographies**

---

Chaque participant déclarant être l'auteur de la photo soumise, reconnaît et accepte qu'en la soumettant au concours, il cède ses droits d'auteur à titre gratuit et autorise les organisateurs du concours d'utiliser leurs noms, les photographies soumises, leurs titres et légendes à des fins de communication, dans un cadre non commercial et/ou à des fins de promotion du PNR, dans le respect de la propriété littéraire et artistique, sans aucune forme de rémunération.

Les meilleurs clichés pourront faire l'objet d'une exposition mise à disposition des partenaires techniques du PNR.

Le syndicat mixte se réserve la possibilité d'utiliser les photos primées et non primées pour illustrer ses publications. Il pourra le cas échéant modifier le cadrage de la photographie ou les retoucher. Tout participant au concours donne l'autorisation au syndicat mixte d'exposer et publier ses photos.

### **Article 8 | Réclamations**

---

La participation à ce concours implique le plein accord des concurrents sur l'acceptation du présent règlement, sans possibilité de réclamation quant aux résultats. Le Syndicat mixte du Parc naturel régional de Millevaches en Limousin ne pourrait être tenu responsable si, par suite d'un cas de force majeure, ou de toute cause indépendante de sa volonté, des changements de dates intervenaient ou même si le concours était modifié ou purement et simplement annulé. Il ne saurait non plus être rendu responsable des retards ou des pertes

d'envois du fait des services postaux ou autres, ou de leur destruction par tout autre cas fortuit.

Tous les litiges concernant notamment la validité, l'interprétation et/ou l'exécution du présent règlement, seront soumis à la compétence exclusive des tribunaux du ressort du Tribunal de Grande Instance de Limoges.

Le règlement du concours « REGARD[S] SUR LE PATRIMOINE BÂTI DU PARC » et la fiche d'inscription sont disponibles :

- en téléchargement sur le site [www.pnr-millevaches.fr](http://www.pnr-millevaches.fr)
- sur demande par courrier auprès du Syndicat mixte du Parc naturel régional de Millevaches en Limousin – Maison du Parc – Concours photo - 7 route d'Aubusson – 19290 Millevaches, par mail à [concours2015@pnr-millevaches.fr](mailto:concours2015@pnr-millevaches.fr) ou par téléphone au 05 55 96 97 00.

## ANNEXE 1 | Liste des communes du PNR

---

AFFIEUX	EYMOUTIERS	PERET-BEL-AIR
AIX	FAUX-LA-MONTAGNE	PEROLS-SUR-VEZERE
ALLEYRAT	FELLETIN	PEYRAT-LE-CHÂTEAU
AMBRUGEAT	FENIERS	PEYRELEVADE
AUGNE	FLAYAT	PEYRISSAC
BASVILLE	GENTIOUX-PIGEROLLES	POUSSANGES
BEAUMONT-DU-LAC	GIOUX	PRADINES
BEISSAT	GOURDON-MURAT	REMPNAT
BELLECHASSAGNE	GRANDSAIGNE	RILHAC-TREIGNAC
BONNEFOND	LACELLE	ROYERE-DE-VASSIVIERE
BUGEAT	LAMAZIERE-HAUTE	SAINT-AGNANT-PRES-CROCQ
BUJALEUF	LAROCHE-PRES-FEYT	SAINT-AMAND-LE-PETIT
CHAMBERET	L'EGLISE-AUX-BOIS	SAINT-ANGEL
CHAUMEIL	LE LONZAC	SAINT-ANNE-SAINT-PRIEST
CHAVANAC	LESTARDS	SAINT-AUGUSTIN
CHAUVEROCHE	LIGNAREIX	SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS
CHEISSOUX	MADRANGES	SAINT-FREJOUX
CLAIRVAUX	MAGNAT-L'ETRANGE	SAINT-FRION
COMBRESSOL	MALLERET	SAINT-GEORGES-NIGREMONT
CORREZE	MANSAT-LA-COURRIERE	SAINT-GERMAIN-LAVOLPS
COUFFY-SUR-SARSONNE	MAS-D'ARTIGES-(LE)	SAINT-GILLES-LES-FORETS
COURTEIX	MAUSSAC	SAINT-HILAIRE-LES-COURBES
COURTINE-(LA)	MERLINES	SAINT-JULIEN-LE-PETIT
CROCQ	MEYMAC	SAINT-MARC-A-FRONGIER
CROISILLE-SUR-BRIANCE-(LA)	MEYRIGNAC-L'EGLISE	SAINT-MARC-A-LOUBAUD
CROZE	MILLEVACHES	SAINT-MARTIAL-LE-VIEUX
DARNETS	MONESTIER-MERLINES	SAINT-MERD-LA-BREUILLE
DAVIGNAC	MONTEIL-AU-VICOMTE-(LE)	SAINT-MERD-LES-OUSSINES
DOMPS	NEDDE	SAINT-ORADOUX-DE-CHIROUZE
EYGURANDE	NOUAILLE-(LA)	SAINT-PARDOUX-LE-NEUF

SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT	TOY-VIAM
SAINT-PARDOUX-	SARRAN	TREIGNAC
MORTEROLLES	SORNAC	VALLIERE
SAINT-PIERRE-BELLEVUE	SOUBREBOST	VEIX
SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE	SOUDAINE-LAVINADIERE	VIAM
SAINT-REMY	SOUDEILLES	VIDAILLAT
SAINT-SETIERS	SURDOUX	VILLEDIEU-(LA)
SAINT-SULPICE-LES-BOIS	SUSSAC	VITRAC-SUR-MONTANE
SAINT-YRIEIX-LA-MONTAGNE	TARNAC	

## ANNEXE 2 | Rappel des règles de droits à l'image

---

Sources : [http://imedia.emn.fr/droits/co/droit\\_web.html](http://imedia.emn.fr/droits/co/droit_web.html) / via Emmanuelle Mayer

### Les lieux :

Lieu privé : l'endroit qui n'est ouvert à personne sauf autorisation de celui qui l'occupe.

Lieu public : « *un lieu accessible à tous sans autorisation spéciale de quiconque que l'accès en soit permanent ou subordonné à certaines conditions heures ou causes déterminées* ».

Il est nécessaire par exemple de demander l'autorisation de la société de transport en commun pour pouvoir réaliser des images dans un train et de demander l'autorisation des personnes filmées dans le wagon.

Quand une personne se laisse filmer ou photographier aux vues et au su de tous, il y a présomption d'accord. Cependant, la jurisprudence exige que celui qui a réalisé l'image apporte la preuve et justifie d'une autorisation. Dans la pratique, la personne, qui conteste, doit se manifester et s'opposer.

#### > **Prises de vue à l'intérieur d'un domicile**

un photographe qui veut réaliser des **prises de vue à l'intérieur d'un domicile** doit impérativement avoir demandé l'autorisation des propriétaires, même s'il ne s'agit de prendre que l'intérieur de l'habitat sans que les propriétaires ne figurent sur le cliché. Sinon, il y a atteinte à la vie privée. En cas de conflit, c'est au photographe de démontrer qu'il a bien eu toutes les autorisations.

#### > **Prise de vue à l'intérieur d'un lieu public**

Si l'image est prise durant les heures d'ouverture de ce lieu public, il n'y a pas d'autorisation à demander. Par contre s'il s'agit d'une soirée privée organisée dans ce lieu public, avec contrôle à l'entrée, il est impératif de formuler une demande d'autorisation. Si cette demande n'est pas formulée, il y aura atteinte à la vie privée.

#### > **Prise de vue d'un bien visible de tous (l'exemple d'un bâtiment classé monument historique)**

En étant détenteur d'un **bien visible de tous**, le propriétaire doit tolérer que son bien puisse être admiré, photographié, filmé, reproduit à partir du moment qu'il ne subit pas de réel et anormal trouble.

### Les personnes :

Toute personne a sur son image (brute ou faisant partie d'un montage) et sur l'utilisation qui en est faite, un droit exclusif et peut s'opposer à sa diffusion sans son autorisation.

Toute publication de l'image d'une personne suppose, en principe, une autorisation préalable, de la part de l'intéressée ou de son représentant légal.

Le consentement de la personne à être photographiée est différent de son autorisation à diffuser l'image. Il faut donc avoir l'autorisation de réaliser les images dans le lieu privé et l'autorisation de diffuser les clichés réalisés.

#### > **Photographier une personne sur la voie publique**

C'est la jurisprudence qui façonne ces notions.

Le droit à l'image c'est l'exclusivité sur son image, le simple fait de prendre une photographie donne lieu à une demande d'autorisation sous la présomption d'atteinte à la vie privée.

La jurisprudence s'est assouplie. Il est admis que si les personnes photographiées, en groupe sur la voie publique, ne sont pas l'objet principal de l'image, il n'y a pas nécessité de demander les autorisations.

Mais si le photographe ou le caméraman réalise un focus sur un petit groupe de personnes, que ce groupe devient l'objet principal de l'image et que chacune des personnes est reconnaissable, il faudra obtenir toutes les autorisations.

La jurisprudence utilise le terme de cadrage restrictif ou individualisation.

#### **> Photographier ou filmer une personne lors d'un événement - prérogative du journaliste**

L'autorisation n'est pas automatique. Le photographe ou le caméraman n'a pas nécessité de recueillir les autorisations des personnes dans une manifestation par exemple, cela dit l'image doit avoir un lien direct avec l'événement. Il ne faut pas dépasser les limites du droit de l'information.

Dans une conférence, il est recommandé d'afficher l'information à l'entrée de la salle puis de demander l'autorisation individuellement au conférencier.

Attention aux extraits repris pour illustrer un autre support, la vocation de départ à savoir illustrer une information en lien direct avec l'événement, peut avoir changé. Dans ce cas, il y a atteinte à l'image de la personne.

#### **> Photographier une personne sur son lieu de travail**

Aucune disposition légale n'impose à un employeur de recueillir le consentement écrit de ses salariés. Mais la jurisprudence en cas de conflit s'est déjà montrée sévère et a souvent obligé les employeurs à indemniser les salariés pour lesquels ils ne pouvaient apporter la preuve de l'existence d'une autorisation préalable.

La cour d'appel de Paris, dans une décision du 19 mai 2001, a condamné un employeur à verser la somme de 38 000 euros pour violation du droit à l'image. Bien que le salarié ait quitté l'entreprise, l'employeur continuait à utiliser l'image de l'intéressé sur son site Internet et ses documents publicitaires.

La cour d'Appel a pris en considération les supports utilisés, les conditions, l'étendue et la durée de la diffusion.

Les limites de diffusion doivent être précisées dans l'autorisation. Il ne peut s'agir d'une autorisation globale donnée par le salarié.

#### **> Photographier un mineur**

Pour les enfants, l'autorisation des deux parents est obligatoire, le lieu privé ou le lieu public, il n'y a aucune exception possible.

Pour un groupe d'enfants, il faudra l'autorisation des parents de tous les enfants.